

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2006 — 3411

[2006/202818]

14 JUILLET 2006. — Décret relatif aux missions, programmes et rapport d'activités des Centres psycho-médico-sociaux

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent décret s'applique aux centres psycho-médico-sociaux organisés ou subventionnés par la Communauté française.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, il y a lieu d'entendre par :

1^o Centre : un centre psycho-médico-social organisé ou subventionné par la Communauté française.

2^o Centre subventionné par la Communauté française : un centre organisé

— Soit par une province, une commune, une association de communes ou toute autre personne de droit public,

— Soit par une ou plusieurs personnes physiques ou par une personne de droit privé et qui bénéficie d'un subventionnement octroyé par la Communauté française.

3^o Centre psycho-médico-social pour l'enseignement spécialisé : un centre dont le ressort d'activités se compose exclusivement d'établissements d'enseignement spécialisé.

4^o Pouvoir organisateur : soit la personne de droit public, soit la ou les personne(s) physique(s) ou la personne de droit privé, qui assume(nt) la responsabilité de l'organisation du centre.

5^o Organe de représentation et de coordination : un organe reconnu par le Gouvernement de la Communauté française sur la base de l'article 5bis de la Loi du 29 mai 1959.

6^o Ressort d'activités : l'ensemble des établissements d'enseignement auxquels les missions de ce centre s'adressent et l'ensemble des élèves qui les fréquentent.

7^o Consultants : les élèves et toutes personnes amenées à consulter le centre dans le cadre des missions des centres.

8^o Organe de démocratie sociale : le comité de concertation de base pour les centres organisés par la Communauté française, la commission paritaire locale pour les centres officiels subventionnés par la Communauté française et le conseil d'entreprise ou à défaut la délégation syndicale pour les centres libres subventionnés par la Communauté française.

Art. 3. Les centres exercent leurs missions au profit des élèves de l'enseignement ordinaire et spécialisé de niveau maternel, primaire et secondaire, de plein exercice et à horaire réduit qui appartiennent à leur ressort d'activités.

Art. 4. L'emploi, dans le présent décret, des noms masculins pour les différentes fonctions est épïcène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

TITRE II. — Des missions des centres psycho-médico-sociaux

Art. 5. § 1^{er}. Les missions des centres s'inscrivent dans les objectifs généraux de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire définis à l'article 6 du Décret du 24 juillet 1997 définissant les Missions prioritaires de l'enseignement fondamental et secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

§ 2. Les centres exercent les missions qui leurs sont confiées par les lois et décrets.

§ 3. Le Gouvernement peut inviter les centres à collaborer à des initiatives qui sont en relation directe avec les missions visées au présent décret.

§ 4. Le Ministre compétent peut autoriser les centres à collaborer à des recherches en relation directe avec les missions visées au présent décret.

Art. 6. Les centres exercent les missions suivantes :

1^o Promouvoir les conditions psychologiques, psycho-pédagogiques, médicales et sociales qui offrent à l'élève les meilleures chances de développer harmonieusement sa personnalité et de le préparer à assumer son rôle de citoyen autonome et responsable et à prendre une place active dans la vie sociale, culturelle et économique;

2^o Contribuer au processus éducatif de l'élève, tout au long de son parcours scolaire, en favorisant la mise en oeuvre des moyens qui permettront de l'amener à progresser toujours plus et ce, dans la perspective d'assurer à tous des chances égales d'accès à l'émancipation sociale, citoyenne et personnelle.

A cette fin les centres mobiliseront, entre autres, les ressources disponibles de l'environnement familial, social et scolaire de l'élève;

3^o Dans une optique d'orientation tout au long de la vie, soutenir l'élève dans la construction positive de son projet de vie personnelle, scolaire, professionnel et de son insertion socio-professionnelle.

TITRE III. — Des programmes des centres psycho-médico-sociaux**CHAPITRE I^{er}. — Généralités**

Art. 7. Afin de garantir la qualité de l'exécution des missions, les activités d'un centre doivent satisfaire :

1^o Au programme de base, commun aux centres psycho-médico-sociaux;

2^o Au programme spécifique fixé par le Ministre ayant en charge les Centres psycho-médico-sociaux pour les centres organisés par la Communauté française et par le pouvoir organisateur pour les centres subventionnés après approbation de celui-ci par le Ministre ayant en charge les Centres psycho-médico-sociaux;

3^o Au projet de centre, rédigé sous la responsabilité du directeur pour les centres organisés par la Communauté française et du Pouvoir organisateur pour les centres subventionnés par la Communauté française.

CHAPITRE II. — *Du programme de base commun aux centres psycho-médico-sociaux**Section I^{re}. — Dispositions générales*

Art. 8. Le programme de base commun aux centres psycho-médico-sociaux organisés et subventionnés par la Communauté française comporte la description des activités suivantes :

- 1° L'offre de services aux consultants;
- 2° La réponse aux demandes des consultants;
- 3° Les actions de prévention;
- 4° Le repérage des difficultés;
- 5° Le diagnostic et la guidance;
- 6° L'orientation scolaire et professionnelle;
- 7° Le soutien à la parentalité;
- 8° L'éducation à la santé.

Art. 9. Les centres psycho-médico-sociaux qui desservent des élèves de l'enseignement spécialisé ainsi que les centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécialisé tiennent compte des conditions de fonctionnement et des missions spécifiques qui leur sont confiées par le Décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

Art. 10. Pour la réalisation des activités prévues, chaque centre garde la responsabilité du choix des modalités d'exécution et des moyens concrets à mettre en oeuvre.

Section II. — L'offre de services aux consultants

Art. 11. L'offre de services aux consultants implique :

- 1° A l'égard des élèves et de leurs parents : l'information adéquate sur le projet du centre, les objectifs prioritaires et les moyens mis en oeuvre pour les atteindre;
- 2° A l'égard des établissements scolaires : la présentation réciproque du projet de centre et du projet d'établissement, sous la responsabilité des directions du centre et de l'établissement scolaire concernés, en vue de la concrétisation des actions à mener;
- 3° A l'égard des autres institutions : la communication du projet de centre aux institutions partenaires du centre et engagées également dans l'action éducative concernant les élèves de son ressort.

Section III. — La réponse aux demandes des consultants

Art. 12. Le centre analyse toute demande; que celle-ci émane de l'élève, de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale, de l'établissement scolaire ou de tout autre service impliqué dans l'action éducative.

Le centre accorde une priorité aux demandes qui feront suite à une mobilisation des parents et des élèves par les enseignants ce qui n'exclut pas les démarches d'initiative de sa part.

Il y donne la suite la plus adéquate et veille à assurer un retour d'information au demandeur.

L'analyse et la prise en charge de la demande se font dans le respect du secret professionnel.

Section IV. — Les actions de prévention

Art. 13. Le personnel du centre connaît les caractéristiques essentielles de la population de son ressort afin de programmer des activités de prévention, dans les domaines psycho-pédagogique et social ainsi que dans ceux relatifs à la santé, au bien-être, au choix professionnel et à la formation.

Le centre prend les initiatives nécessaires à caractère préventif afin d'éviter ou de supprimer les facteurs qui pourraient constituer une menace ou une entrave pour l'élève ou, à tout le moins, d'en limiter l'impact.

Le centre, partenaire privilégié de l'école, est associé aux actions de prévention et d'aide psychologique, médicale ou sociale réalisées par d'autres acteurs sur le terrain scolaire et développe les synergies entre les intervenants.

Le centre développe plus particulièrement le partenariat avec les services de promotion de la santé à l'école tels que définis dans le décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école. Ce partenariat vise à rendre optimal l'échange réciproque d'informations en matière d'actions de prévention, d'éducation à la santé et de suivi médical des élèves.

Section V. — Le repérage des difficultés

Art. 14. En matière de repérage des difficultés spécifiques présentées par les élèves et en vue de promouvoir la remédiation précoce, l'action du centre s'attache, dès l'entrée dans l'enseignement maternel et tout au long de la scolarité, à évaluer, en collaboration avec l'équipe éducative, le développement de chaque enfant en en considérant l'ensemble des facettes.

Les pistes de solution opportunes sont recherchées en concertation avec les parents et l'équipe éducative en vue d'optimiser la suite du parcours scolaire.

Section VI. — Le diagnostic et la guidance

Art. 15. En fonction des données retenues après l'analyse de la demande ou sur la base des éléments significatifs relevés au cours des activités organisées dans le cadre des actions de repérage et/ou lors de la participation au conseil de classe, l'équipe du centre concernée formule ses hypothèses de travail et précise les moyens d'investigation à mettre en oeuvre pour les vérifier.

Art. 16. Après investigation, les données analysées et interprétées par rapport aux hypothèses de travail sont intégrées dans une synthèse intégrant l'apport de chaque discipline : discipline psychologique, sociale et para-médicale. Cette synthèse tri-disciplinaire permet de fixer les objectifs de la guidance. En fonction de ces objectifs, les moyens d'intervention sont définis et la guidance est programmée.

Art. 17. Le personnel du centre veille à traduire et à communiquer les apports de ses investigations en termes exploitables par l'équipe éducative des établissements scolaires et à rechercher avec celle-ci, dans le respect des domaines de compétences de chacun, les aides les plus adéquates aux difficultés rencontrées.

Art. 18. Sans préjudice des dispositions prises à l'article 32 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, la participation aux conseils de classe vise à une coordination étroite entre les activités de guidance psycho-médico-sociale et les activités de remédiation pédagogique.

Section VII. — L'information et l'orientation scolaire et professionnelle

Art. 19. Conformément aux articles 21, 22, 23, 32, 59 et 60 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, le centre accompagne l'élève dans la construction positive de son projet de vie scolaire et professionnelle.

Dans le cadre de sa mission d'orientation, le centre privilégie une approche globale de la maturation progressive des choix de l'élève, aidant celui-ci à faire le point sur lui-même, sur ses compétences, sur ses représentations par rapport aux métiers, études et formations et à se dégager des stéréotypes sociaux et sexistes.

Le centre inscrit sa mission d'orientation dans une optique d'orientation et de formation tout au long de la vie et travaille en partenariat avec les différents acteurs de l'orientation dans le monde scolaire mais aussi de l'emploi et de la formation.

Art. 20. Dans le cadre de sa mission d'information, le centre met une information complète et structurée à la disposition de l'élève afin qu'il puisse s'approprier cette information par rapport à son projet de vie et son projet professionnel et opérer ses choix.

Art. 21. Le centre fournit à toutes les personnes qui en font la demande, de l'information et/ou des avis concernant les possibilités en matière d'études, de formations, de métiers, de professions ainsi que sur le marché de l'emploi.

Art. 22. Le centre informe les élèves du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire ordinaire sur les offres d'enseignement organisé et subventionné par la Communauté française ainsi que sur les offres de formation. Il sensibilise les élèves à une réflexion sur la construction du projet professionnel ou de formation. Le centre propose aux parents une offre à la consultance pour recevoir, si nécessaire, les informations sur le système scolaire et sur l'adéquation enseignement -profession.

Art. 23. Le centre informe les élèves du 2^e degré du secondaire ordinaire sur les offres d'enseignement organisé et subventionné par la Communauté française ainsi que sur les offres de formation. Après en avoir formulé l'offre, le centre répond aux demandes des élèves qui souhaitent une aide individualisée à l'orientation professionnelle ou de formation.

Art. 24. Le centre informe les élèves du 3^e degré du secondaire ordinaire sur l'offre d'enseignement dans l'enseignement supérieur universitaire et non universitaire ainsi que sur les offres de formation.

Il les informe sur l'accès au marché du travail, sur les possibilités de formation continuée et les modalités d'insertion socioprofessionnelle.

Le centre répond aux demandes des élèves qui, suite à cette information, souhaitent une aide individualisée à l'orientation professionnelle ou au choix de formation.

Art. 25. Le centre collabore aux actions menées par les établissements scolaires en matière d'information relative aux métiers, professions et études. Il prend une part active aux actions de sensibilisation portant sur la perception individuelle et sociale des métiers, professions et études ainsi qu'à la promotion de l'égalité filles-garçons. Dans le cadre de l'approche des métiers, le centre travaille en partenariat avec les services publics régionaux de l'emploi et les services publics de la formation.

Art. 26. Au plus tard en fin de chaque degré, le centre assiste le conseil de classe dans sa tâche d'orientation par l'apport des données en sa possession.

Art. 27. Les centres psycho-médico-sociaux qui desservent des élèves de l'enseignement spécialisé ainsi que les centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécialisé adaptent les prescrits des articles 19, 20, 21, 22, 23, 24 et 25 du présent décret aux ressources et besoins particuliers des élèves dont ils assument la tutelle et ce particulièrement dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 et 4.

Art. 28. Le centre ne peut participer à aucune activité de sélection ou d'orientation visant à la constitution de classes ou de groupes.

Art. 29. Le centre veille à assurer la neutralité, l'objectivité et l'indépendance de l'information en matière d'orientation.

Section VIII. — Le soutien à la parentalité

Art. 30. Par des actions collectives ou individuelles, le centre apporte son soutien aux parents en reconnaissant et valorisant les ressources et compétences familiales.

Dans cette perspective, le centre :

- Contribue, dans son rôle d'interface, à faciliter et renforcer le dialogue famille-école;
- Privilégie les activités de soutien aux parents dans l'accompagnement du parcours scolaire de leur enfant;
- S'inscrit dans un travail de partenariat et de pratiques de réseau.

Section IX. — L'éducation à la santé

Art. 31. Outre leur participation aux activités prévues dans les chapitres précédents, les auxiliaires paramédicaux mettent en place ou assument, en partenariat avec les agents des autres disciplines du centre ou avec d'autres institutions, des activités en matière d'éducation à la santé.

CHAPITRE III. — Du programme spécifique fixé par le pouvoir organisateur

Art. 32. Le programme spécifique fixé par le Pouvoir organisateur, dénommé ci-après programme spécifique, s'inscrit dans le cadre fixé par le programme commun aux centres psycho-médico-sociaux.

Art. 33. Le programme spécifique précise :

- 1° L'identité du pouvoir organisateur;
- 2° La liste des centres qui en dépendent;
- 3° La définition des priorités et des valeurs qui sous-tendent le travail des centres qui relèvent de son autorité.

Art. 34. § 1^{er}. Après consultation des organes de démocratie sociale, le programme spécifique fixé par le pouvoir organisateur et toute modification de celui-ci sont signés et datés par le mandataire du Pouvoir organisateur.

Il est soumis à l'approbation du Ministre ayant les Centres psycho-médico-sociaux dans ses compétences, après avis rendu par l'administration générale de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique, avant le 1^{er} mai précédant l'exercice au cours duquel le programme ou sa modification entre en vigueur.

§ 2. Le programme spécifique ou tout projet de modification de celui-ci est considéré comme approuvé, si le Ministre ayant les Centres psycho-médico-sociaux dans ses compétences ne communique pas ses objections au Pouvoir organisateur concerné, endéans les soixante jours, de son introduction.

§ 3. Le programme spécifique ou toute modification de celui-ci entre en vigueur pour une durée indéterminée au 1^{er} septembre qui suit son approbation par le Ministre ayant les Centres psycho-médico-sociaux dans ses compétences.

§ 4. Le Gouvernement définit les modalités selon lesquelles l'approbation visée ci-dessus est octroyée.

Art. 35. Dans le cadre défini aux articles 33 et 34 ci-dessus, le Gouvernement fixe le programme propre aux centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française.

CHAPITRE IV. — *Du projet de centre*

Art. 36. Le projet de centre constitue un outil de pilotage des activités développées par les équipes.

Ce projet :

- a) Définit les valeurs qui sous-tendent fondamentalement les actions du centre en se référant, pour ce faire, aux valeurs définies dans le programme spécifique tel que défini à l'article 33;
- b) Définit l'ensemble des actions concrètes que le centre entend mettre en oeuvre pour réaliser le programme de base commun aux centres psycho-médico-sociaux et le programme spécifique;
- c) Est élaboré en intégrant les caractéristiques sociales, économiques, culturelles, sanitaires ainsi que les besoins et les ressources de la population scolaire de son ressort. Il s'articule, en outre, au projet d'établissement et aux ressources propres à chaque établissement scolaire de son ressort;
- d) Est fourni aux autorités scolaires et aux membres des conseils de participation.

Art. 37. Chaque centre rédige, pour une période de trois ans, un projet de centre qui décrit les activités prévues.

Le projet de centre précise :

- 1° L'exercice trisannuel auquel il se rapporte;
- 2° La dénomination et l'adresse du centre ainsi que, s'il échet, de ses diverses implantations;
- 3° Les établissements scolaires desservis et les niveaux d'intervention;
- 4° Les objectifs prioritaires du centre ainsi que les activités et les moyens mis en oeuvre pour les atteindre.

Le projet de centre est défini, sous la responsabilité du directeur en ce qui concerne les centres organisés par la Communauté française et du Pouvoir organisateur pour les centres subventionnés, en concertation avec l'ensemble du personnel. Il est signé et daté par le Directeur du centre pour les centres organisés par la Communauté française et par le mandataire du Pouvoir Organisateur pour les centres subventionnés par la Communauté française.

Art. 38. § 1^{er}. Pour les centres organisés par la Communauté française, le projet de centre est soumis pour approbation au Ministre.

Le Gouvernement définit les modalités selon lesquelles cette approbation est octroyée.

§ 2. Pour les centres subventionnés par la Communauté française, le projet de centre est approuvé par le Pouvoir organisateur pour le 1^{er} septembre de l'exercice concerné.

Art. 39. Le projet de centre est tenu à disposition du service d'inspection.

TITRE IV. — *Du rapport d'activités et du pilotage du centre*

Art. 40. Le rapport d'activités a une double finalité :

— Pour le directeur du centre : s'assurer de l'adéquation entre les objectifs poursuivis et les moyens mis en oeuvre dans le projet de centre et y apporter les réajustements nécessaires;

— Pour les services du Gouvernement : assurer le pilotage des centres psycho-médico-sociaux en veillant à l'adéquation des activités déployées dans les centres aux missions qui lui sont dévolues.

Art. 41. § 1^{er}. L'exécution du projet de centre psycho-médico-social fait l'objet, tous les trois ans, du rapport d'activités, établi sous la responsabilité de la direction du centre pour les centres organisés par la Communauté française et du Pouvoir organisateur pour les centres subventionnés par la Communauté française.

§ 2. Ce rapport précise notamment les modalités de réalisation de l'ensemble des activités prévues au projet de centre. Il objective les observations et les éventuels réajustements de projet de centre, entre autres, par des données quantifiables.

§ 3. Le rapport d'activités, daté et signé par le directeur du centre pour les centres organisés par la Communauté française et par le Pouvoir organisateur pour les centres subventionnés par la Communauté française, est transmis à l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique, avant le 1^{er} octobre qui suit l'exercice concerné.

§ 4. Le Gouvernement définit la forme et les modalités de transmission de ce rapport d'activités.

TITRE V. — *Dispositions modificatives, abrogatoires et finales*

Art. 42. Par dérogation aux dispositions de la loi du 1^{er} avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux, modifiée par l'arrêté royal n° 467 du 1^{er} octobre 1986 et par les décrets des 15 novembre 2001, 31 janvier 2002 et 3 mars 2004, la Communauté française n'organisera et ne subventionnera aucun nouveau centre psycho-médico-social ni centre psycho-médico-social pour l'enseignement spécialisé à partir du 1^{er} septembre 2007 jusqu'au terme de l'année scolaire 2007-2008.

Est considéré comme nouveau, tout centre psycho-médico-social et tout centre psycho-médico-social pour l'enseignement spécialisé dont la création n'a pas été autorisée au 1^{er} septembre 2006.

Les nouveaux centres psycho-médico-sociaux et centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécialisé qui seraient ouverts entre le 1^{er} septembre 2007 et le 30 juin 2008, en infraction à la présente disposition, par un autre pouvoir organisateur que la Communauté française, ne pourront être admis au bénéfice des subventions.

Art. 43. Les articles 3, 4 et 5 de l'arrêté royal organique des centres psycho-médico-sociaux du 13 août 1962 sont abrogés à l'exception de l'article 3, § 1^{er}, 3 et § 2, alinéa 1^{er}.

Art. 44. Dans le même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

— A l'article 6, § 2, alinéa 1^{er}, les termes « aux articles 3 et 4 » sont remplacés par « à l'article 8 du décret relatif aux missions, programmes et rapports d'activités des centres psycho-médico-sociaux. »;

— A l'article 6, § 2, alinéa 2, les termes « article 3, § 1^{er} et à l'article 4 » sont remplacés par « l'article 8 décret relatif aux missions, programmes et rapports d'activités des centres psycho-médico-sociaux »;

— A l'article 14, les termes « aux articles 3 et 4 » sont remplacés par les termes « à l'article 3 du décret relatif aux missions, programmes et rapport d'activités des centres psycho-médico-sociaux »;

— A l'article 16, les termes « visé à l'article 3 » sont remplacés par les termes « visé à l'article 3 du décret relatif aux missions, programmes et rapport d'activités des centres psycho-médico-sociaux »;

— A l'article 16, les termes « aux articles 3 et 4 » sont remplacés par les termes « à l'article 6 du décret relatif aux missions, programmes et rapport d'activités des centres psycho-médico-sociaux »;

— A l'article 17, les termes « aux articles 3 et 4 » sont remplacés par les termes « à l'article 3 du décret relatif aux missions, programmes et rapport d'activités des centres psycho-médico-sociaux »;

Art. 45. L'article 34 de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux et des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial est complété par l'alinéa suivant :

« Pour le calcul de la durée du stage accompli, sont seuls pris en considération les services effectifs rendus pendant la durée du stage, en ce compris les vacances annuelles, les congés prévus aux articles 4, 5 et 6 de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, ainsi que les congés en vue de l'adoption et de la tutelle officielle et les congés de maternité prévus respectivement aux chapitres III et XV du même arrêté royal du 19 mai 1981. »

Art. 46. L'arrêté ministériel du 20 novembre 1981 fixant le programme annuel des centres psycho-médico-sociaux ainsi que la forme du programme d'activités des centres psycho-médico-sociaux subventionnés est abrogé.

Art. 47. L'arrêté ministériel du 7 mai 1982 déterminant les exigences auxquelles le journal doit répondre ainsi que les modalités selon lesquelles l'exécution du programme annuel des centres psycho-médico-sociaux est enregistrée est abrogé.

Art. 48. L'arrêté du Gouvernement du 19 mai 1982 fixant le programme de base commun aux centres psycho-médico-sociaux organisés et subventionnés par la Communauté française est abrogé.

Art. 49. A l'article 3 du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés, les alinéas suivants sont insérés entre les alinéas 3 et 4 :

« Par dérogation à l'alinéa précédent et selon les mêmes modalités que celles visées à l'alinéa 1^{er}, le pouvoir organisateur procède, au cours de la période de trois exercices visée à l'alinéa précédent, à la modification de la succession des fonctions telle que déterminée conformément aux alinéas précédents :

1° En cas de cessation définitive de ses fonctions par un auxiliaire psycho-pédagogique ayant bénéficié de l'application des dispositions transitoires visées aux articles 116 à 118;

2° Lorsque le pouvoir organisateur bénéficie de l'octroi de la dérogation visée à l'article 3, § 2, alinéa 4 ou 5 ou à l'article 4, § 2, alinéa 4 ou 5 de la loi du 1^{er} avril 1960 précitée.

Dans les hypothèses visées à l'alinéa précédent, la modification est opérée, selon le cas, au sein du groupe supplémentaire de trois membres du personnel dont relevait l'auxiliaire psychopédagogique considéré ou du groupe supplémentaire de trois membres du personnel pour lequel la dérogation a été accordée. »

Art. 50. A l'article 7 du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, les alinéas suivants sont insérés entre les alinéas 4 et 5 :

« Par dérogation à l'alinéa précédent et selon les mêmes modalités que celles visées à l'alinéa 1^{er}, le pouvoir organisateur procède, au cours de la période de trois exercices visée à l'alinéa précédent, à la modification de la succession des fonctions telle que déterminée conformément aux alinéas précédents :

1° En cas de cessation définitive de ses fonctions par un auxiliaire psycho-pédagogique ayant bénéficié de l'application des dispositions transitoires visées aux articles 121 à 123;

2° Lorsque le pouvoir organisateur bénéficie de l'octroi de la dérogation visée à l'article 3, § 2, alinéa 4 ou 5 ou à l'article 4, § 2, alinéa 4 ou 5 de la loi du 1^{er} avril 1960 précitée.

Dans les hypothèses visées à l'alinéa précédent, la modification est opérée, selon le cas, au sein du groupe supplémentaire de trois membres du personnel dont relevait l'auxiliaire psychopédagogique considéré ou du groupe supplémentaire de trois membres du personnel pour lequel la dérogation a été accordée. »

Art. 51. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2006 à l'exception des articles 50 et 51 qui entrent en vigueur le 1^{er} décembre 2005.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 juillet 2006.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique
et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,

M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,

Cl. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

—————
Note

Session 2005-2006.

Documents du Conseil. Projet de décret, n° 277-1.

Rapport, n° 277-2.

Compte-rendu intégral. Discussion et adoption. Séance du mardi 12 juillet 2006.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 3411

[2006/202818]

14 JULI 2006. — Decreet betreffende de opdrachten, programma's en activiteitenverslag van de psycho-medisch-sociale centra

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op de psycho-medisch-sociale centra die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet dient te worden verstaan onder :

1° Centrum : een psycho-medisch-sociaal centrum dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd;

2° Door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd centrum : een centrum dat wordt georganiseerd door :

— ofwel een provincie, een gemeente, een vereniging van gemeenten of elke andere publiekrechtelijke rechtspersoon;

— ofwel één of meer natuurlijke personen of een privaatrechtelijke rechtspersoon, en dat door de Franse Gemeenschap wordt gesubsidieerd;

3° Psycho-medisch-sociaal centrum voor het gespecialiseerd onderwijs : een centrum waarvan het werkgebied uitsluitend uit inrichtingen voor gespecialiseerd onderwijs bestaat.

4° Inrichtende macht : ofwel de publiekrechtelijke rechtspersoon, ofwel de natuurlijke persoon(onen) of de privaatrechtelijke rechtspersoon, die voor de organisatie van het centrum instaat(staan).

5° Vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan : een orgaan dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd op grond van artikel 5 *bis* van de wet van 29 mei 1959.

6° Werkgebied : het geheel van de onderwijsinrichtingen waartoe de opdrachten van dat centrum zich richten en het geheel van de leerlingen die tot deze inrichting behoren.

7° Consultanten : de leerlingen en alle personen die binnen het kader van de opdrachten van de centra het centrum raadplegen.

8° Orgaan voor sociale democratie : het basisoverlegcomité voor de centra die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd, de plaatselijke paritaire commissie voor de officiële centra die door de Franse Gemeenschap worden gesubsidieerd en de ondernemingsraad of, bij ontstentenis daarvan, de vakbondsafvaardiging voor de vrije centra die door de Franse Gemeenschap worden gesubsidieerd.

Art. 3. De centra oefenen hun opdrachten uit ten behoeve van de leerlingen van het gewoon en gespecialiseerd kleuter-, lager en secundair onderwijs met volledig leerplan en met beperkt leerplan die tot hun werkgebied behoren.

Art. 4. Het gebruik, in dit decreet, van de mannelijke namen voor de verschillende ambten is gemeenschaptig met het oog op een betere leesbaarheid van de tekst onverminderd de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroep, ambt, graad of titel.

TITEL II. — Opdrachten van de psycho-medisch-sociale centra

Art. 5. § 1. De opdrachten van de centra behoren tot de algemene doelstellingen van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs bepaald in artikel 6 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaald van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

§ 2. De centra oefenen de opdrachten uit die ze door de wetten en decreten worden toegekend.

§ 3. De Regering kan de centra verzoeken om samen te werken tot initiatieven die in rechtstreeks verband staan met de opdrachten bedoeld in dit decreet.

§ 4. De bevoegde Minister kan de centra ertoe machtigen samen te werken voor opzoekingen in rechtstreeks verband met de opdrachten bedoeld bij dit decreet.

Art. 6. De centra oefenen de volgende opdrachten uit :

1° de psychologische, psycho-pedagogische, medische en sociale omstandigheden bevorderen teneinde de leerling de maximale kansen te bieden om zijn persoonlijkheid harmonisch te ontwikkelen, hem voor te bereiden om zijn rol als zelfstandige en verantwoordelijke burger te spelen, en om actief deel te nemen aan het maatschappelijk, cultureel en economisch leven;

2° De opvoeding en opleiding van de leerling in de hand werken, gedurende zijn hele schooltraject, door de aanwending van middelen te bevorderen die hem de mogelijkheid zullen verschaffen steeds meer vorderingen te maken, om iedereen gelijke kansen te bieden voor de toegang tot maatschappelijke, burger- en persoonlijke emancipatie.

Daartoe zullen de centra, onder andere, de beschikbare middelen van de gezins-, maatschappelijke en schoolomgeving van de leerling inzetten;

3° Met het oog op het verstrekken van oriëntatie gedurende het hele leven, steun verlenen aan de leerling bij de positieve opbouw van zijn persoonlijk levensproject, de ontwikkeling van zijn school- en beroepsleven en zijn integratie in de maatschappij en inschakeling in het arbeidscircuit.

TITEL III. — *Programma's van de psycho-medisch-sociale centra*

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Art. 7. Met het oog op een kwaliteitsuitvoering van de opdrachten, moeten de activiteiten van een centrum voldoen aan :

1° het basisprogramma, dat de psycho-medisch-sociale centra gemeen hebben;

2° het specifieke programma dat wordt vastgesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid de psycho-medisch sociale centra behoren, voor de centra die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd, en door de inrichtende macht, voor de gesubsidieerde centra, na goedkeuring van dat programma door de Minister tot wiens bevoegdheid de psycho-medisch-sociale centra behoren.

3° het centrumproject, opgesteld onder de verantwoordelijkheid van de directeur, voor de door de Franse Gemeenschap georganiseerde centra, en van de inrichtende macht, voor de centra die door de Franse Gemeenschap worden gesubsidieerd.

HOOFDSTUK II. — *Basisprogramma dat de psycho-medisch-sociale centra gemeen hebben*

Afdeling I. — Algemene bepalingen

Art. 8. Het basisprogramma dat de door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra gemeen hebben, vermeldt de volgende activiteiten :

1° Dienstverlening aan consultants;

2° Antwoord op vragen en aanvragen van consultants;

3° Preventie-acties;

4° Opsporen van problemen;

5° Diagnose en begeleiding;

6° School- en beroepsoriëntatie;

7° Steun voor ouderschap;

8° Gezondheidsopvoeding.

Art. 9. De psycho-medisch-sociale centra die leerlingen van het gespecialiseerd onderwijs bedienen alsook de psycho-medisch-sociale centra voor het gespecialiseerd onderwijs houden rekening met de werkingsomstandigheden en de specifieke opdrachten die ze bij het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs worden toegewezen.

Art. 10. Voor de verwezenlijking van de voorziene activiteiten, blijft elk centrum verantwoordelijk voor de keuze van de nadere uitvoeringsregels en de aan te wenden concrete middelen.

Afdeling II. — Dienstverlening aan consultants

Art. 11. De dienstverlening aan consultants omvat :

1° Ten behoeve van de leerlingen en hun ouders : de geschikte informatie over het project van het centrum, de prioritaire doelstellingen en de middelen die worden aangewend om die te bereiken;

2° Ten behoeve van de schoolinrichtingen : de wederzijdse voorstelling van het centrumproject en van het inrichtingsproject, onder de verantwoordelijkheid van de directies van het betrokken centrum en de betrokken schoolinrichting, met het oog op de concretisering van de te voeren acties;

3° Ten behoeve van de andere instellingen : de mededeling van het centrumproject aan de instellingen die met het centrum een partnerschap hebben aangegaan en die eveneens opvoedingsacties uitvoeren voor de leerlingen van zijn werkgebied.

Afdeling III. — Antwoord op vragen en aanvragen van consultants

Art. 12. Het centrum onderzoekt elke vraag of aanvraag, ongeacht of deze gesteld of voorgelegd wordt door de leerling, zijn ouders of de persoon die met de ouderlijke macht bekleed is, door de schoolinrichting of door elke andere dienst die bij de opvoedingsactie betrokken is.

Het centrum verleent de voorrang aan de vragen en aanvragen die komen nadat ouders en leerlingen door leerkrachten werden verzocht om op te treden, wat niet uitsluit dat het zelf initiatieven zou kunnen ondernemen.

Het geeft er het meest gepaste gevolg aan en dient de (aan)vragers van antwoord.

Het onderzoek en de behandeling van de (aan)vraag geschieden met inachtneming van het beroepsgeheim.

Afdeling IV. — Preventie-acties

Art. 13. Het personeel van het centrum kent de belangrijkste kenmerken van de bevolking van zijn werkgebied, waardoor het preventie-activiteiten kan ontwikkelen op het gebied van psycho-pedagogische en sociale activiteiten alsook op het gebied van gezondheid, welzijn, beroepskeuze en opleiding.

Het centrum neemt de nodige initiatieven van preventieve aard, ten einde omstandigheden die een bedreiging of belemmering vormen voor de leerling te voorkomen of op te heffen, of ten minste, de gevolgen daarvan te beperken.

Het centrum, als beste partner van de school, wordt betrokken bij de acties inzake preventie en psychologische, medische, of sociale steun, gevoerd door andere actoren op schoolvlak, en ontwikkelt samenwerkingsverbanden met de verschillende optredende personen.

Het centrum ontwikkelt inzonderheid een partnerschap met de diensten voor gezondheids promotie op school zoals die bepaald zijn bij het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheids promotie op school. Dat partnerschap heeft tot doel de wederzijdse uitwisseling van informatie te optimaliseren op het vlak van acties inzake preventie, gezondheids opvoeding en medische begeleiding van leerlingen.

Afdeling V. — Opsporen van problemen

Art. 14. Inzake opsporing van de specifieke problemen van leerlingen en met het oog op vroegtijdige remediëring, probeert het centrum, vanaf de intrede in het kleuteronderwijs en gedurende de gehele periode van het schoollopen, in medewerking met het opvoedingsteam, de ontwikkeling van ieder kind in elk van de aspecten ervan te beoordelen.

Het centrum probeert de geschikte oplossingsmogelijkheden te vinden in overleg met de ouders en het opvoedingsteam, om het schooltraject in het vervolg optimaal te laten verlopen.

Afdeling VI. — Diagnose en begeleiding

Art. 15. Op grond van de gegevens die in aanmerking worden genomen na onderzoek van de (aan)vraag of van de relevante elementen die werden vastgesteld gedurende de activiteiten georganiseerd in het kader van de opsporingsacties en/of bij de deelneming aan de klassenraad, formuleert het team van het centrum zijn werkhypothesen en bepaalt het de onderzoeksmiddelen die aan te wenden zijn om die na te kijken.

Art. 16. Na onderzoek worden de gegevens, die geanalyseerd en uitgelegd worden volgens de werkhypothesen, opgenomen in een synthese voortvloeiend uit de inbreng van elke discipline: de psychologische, sociale en paramedische disciplines. Die driedisciplinessynthese maakt de bepaling van de doelstellingen van de begeleiding mogelijk. Op grond van die doelstellingen worden de actiemiddelen bepaald en wordt de begeleiding geprogrammeerd.

Art. 17. Het personeel van het centrum zorgt voor het uitleggen en meedelen van de inbreng van zijn onderzoek in bewoordingen die kunnen worden begrepen en benut door het opvoedingsteam van de schoolinrichtingen, en voor het opzoeken, met dat team, met inachtneming van de bevoegdheidsdomeinen van iedereen, van de meest gepaste middelen voor het oplossen van de problemen.

Art. 18. Onverminderd de bepalingen genomen in artikel 32 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, heeft de deelneming aan de klassenraad tot doel een nauwe coördinatie tussen de activiteiten voor psycho-medische begeleiding en de activiteiten voor pedagogische remediëring tot stand te brengen.

Afdeling VII. — School- en beroepsoriëntatie

Art. 19. Overeenkomstig de artikelen 21, 22, 23, 32, 59 en 60 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, begeleidt het centrum de leerling bij de constructieve opbouw van zijn project inzake school- en beroepsleven.

In het kader van zijn oriëntatieopdracht, geeft het centrum de voorkeur aan de geleidelijke rijpwording van de keuzen van de leerling, waarbij deze wordt geholpen om een beter inzicht te krijgen in zichzelf, zijn vaardigheden, zijn voorstellingen in verband met de beroepen, studies en opleidingen en om afstand te doen van de sociale en seksistische stereotypen.

Het centrum stelt zijn oriëntatieopdracht vast in het kader van oriëntatie en opleiding gedurende het hele leven en werkt samen met de verschillende oriëntatie-actoren op het vlak van de school maar ook op het vlak van tewerkstelling en vorming.

Art. 20. In het kader van zijn informatie-opdracht, stelt het centrum een volledige en gestructureerde informatie ter beschikking van de leerling, opdat deze die informatie zou kunnen genieten voor zijn levensplan en zijn professioneel project en zijn keuzen zou kunnen doen.

Art. 21. Het centrum verstrekt alle personen die daarom verzoeken informatie en/of adviezen over de studies, de opleidingen, de vakken, de beroepen alsook over de arbeidsmarkt.

Art. 22. Het centrum verstrekt de leerlingen van de 1ste graad van het gewoon secundair onderwijs informatie over het aanbod betreffende het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde onderwijs alsook over het aanbod inzake opleidingen. Het spoort leerlingen aan tot bezinning over de opbouw van het beroeps- of opleidingsproject. Het centrum biedt ouders raadpleging aan, opdat deze, zo nodig, informatie over het schoolsysteem en de overeenstemming tussen onderwijs en beroep zouden kunnen verkrijgen.

Art. 23. Het centrum verstrekt de leerlingen van de 2e graad van het gewoon secundair onderwijs informatie over het aanbod betreffende het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde onderwijs alsook over het aanbod inzake opleidingen. Na dit aanbod te hebben voorgesteld, antwoordt het centrum op de aanvragen van de leerlingen die een geïndividualiseerde hulp wensen te verkrijgen voor de beroeps- of opleidingsoriëntatie.

Art. 24. Het centrum verstrekt de leerlingen van de 3e graad van het gewoon secundair onderwijs informatie over het aanbod betreffende het universitair en niet-universitair hoger onderwijs alsook over het aanbod inzake opleidingen.

Het verstrekt hun informatie over de toegang tot de arbeidsmarkt, over de mogelijkheden inzake voortgezette vorming en over de nadere regels voor de maatschappelijke integratie en de inschakeling in het arbeidsproces.

Het centrum antwoordt op de aanvragen van de leerlingen die, na deze informatie te hebben gekregen, een geïndividualiseerde hulp wensen te verkrijgen voor de beroepsoriëntatie of de opleidingskeuze.

Art. 25. Het centrum werkt mee aan de acties die worden gevoerd door de schoolinrichtingen inzake informatie over de vakken, beroepen en studies. Het neemt actief deel aan de sensibiliseringsacties met betrekking tot de individuele en sociale perceptie van vakken, beroepen en studies alsook aan de bevordering van de gelijkheid tussen meisjes en jongens. In het kader van de toegang tot de beroepen, werkt het centrum samen met de overheidsdiensten voor arbeidsbemiddeling van het Waalse Gewest en met de overheidsdiensten voor opleiding.

Art. 26. Uiterlijk op het einde van elke graad, verleent het centrum de klassenraad steun bij de uitoefening van zijn oriëntatieopdracht door de inbreng van gegevens die in zijn bezit zijn.

Art. 27. De psycho-medisch-sociale centra die de leerlingen van het gespecialiseerd onderwijs bedienen alsook de psycho-medisch-sociale centra voor het gespecialiseerd onderwijs passen de voorschriften van de artikelen 19, 20, 21, 22, 23, 24 en 25 van dit decreet aan de middelen en bijzondere behoeften van de leerlingen over wie ze de voorgedij uitoefenen, aan, inzonderheid in het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3 en 4.

Art. 28. Het centrum mag niet deelnemen aan een selectie- of oriëntatieactiviteit die tot doel heeft klassen of groepen samen te stellen.

Art. 29. Het centrum zorgt voor neutraliteit, objectiviteit en onafhankelijkheid inzake oriëntatie.

Afdeling VIII. — Steun voor ouderschap

Art. 30. Door collectieve of individuele acties verleent het centrum steun aan ouders door de middelen en bevoegdheden van het gezin te erkennen en te herwaarderen.

Daartoe :

— draagt het centrum, in zijn bemiddelingsrol, ertoe bij de dialoog tussen gezin en school aan te moedigen en te verstevigen;

— geeft het centrum de voorkeur aan de activiteiten die steun verlenen aan de ouders bij de begeleiding van het schooltraject van hun kind;

— werkt het centrum in het kader van partnerschap en netwerken.

Afdeling IX. — Gezondheidsopvoeding

Art. 31. Naast hun deelneming aan de activiteiten bepaald in de vorige hoofdstukken, organiseren of staan de paramedische werkers in voor activiteiten inzake gezondheidsopvoeding, samen met de personeelsleden van de andere disciplines van het centrum of met andere instellingen.

HOOFDSTUK III. — Specifiek programma dat door de inrichtende macht wordt vastgesteld

Art. 32. Het door de inrichtende macht vastgestelde programma, hierna specifiek programma genoemd, past in het kader bepaald in het gemeenschappelijke programma voor de psycho-medisch-sociale centra.

Art. 33. Het specifieke programma bepaalt :

1° de identiteit van de inrichtende macht;

2° de lijst van de centra die eronder ressorteren;

3° de bepaling van de prioriteiten en waarden die aan de basis liggen van de activiteiten van de centra die eronder ressorteren.

Art. 34. § 1. Na raadpleging van de organen voor sociale democratie, worden het door de inrichtende macht vastgestelde specifieke programma en elke wijziging ervan ondertekend en gedateerd door de afgevaardigde van de inrichtende macht.

Het wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister tot wiens bevoegdheid de psycho-medisch-sociale centra behoren, na advies van het Algemeen Bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek, vóór 1 mei voorafgaand aan het jaar waarin het programma of de wijziging ervan in werking treedt.

§ 2. Het specifieke programma of elk ontwerp van wijziging ervan wordt geacht als goedgekeurd indien de Minister tot wiens bevoegdheid de psycho-medisch-sociale centra behoren zijn bezwaren niet binnen de zestig dagen na de indiening ervan aan de betrokken inrichtende macht meedeelt.

§ 3. Het specifieke programma of elke wijziging ervan treedt in werking voor een onbepaalde duur vanaf één september volgend op de goedkeuring ervan door de Minister tot wiens bevoegdheid de psycho-medisch-sociale centra behoren.

§ 4. De Regering stelt de nadere regels vast volgens welke de hierboven vermelde goedkeuring wordt toegekend.

Art. 35. In het kader bepaald in de hierboven vermelde artikelen 33 en 34, stelt de Regering het programma vast dat eigen is aan de door de Franse Gemeenschap georganiseerde psycho-medisch-sociale centra.

HOOFDSTUK IV. — Centrumproject

Art. 36. Het centrumproject is een instrument voor de sturing van de activiteiten die door de teams worden ontwikkeld.

Dat project :

a) bepaalt de waarden die fundamenteel aan de basis liggen van de acties van het centrum waarbij wordt verwezen naar de waarden die bepaald zijn in het specifieke programma zoals bepaald in artikel 33;

b) bepaalt het geheel van de concrete acties die het centrum zal voeren met het oog op de verwezenlijking van het basisprogramma dat de psycho-medisch-sociale centra gemeen hebben en van het specifieke programma;

c) wordt opgesteld rekening houdend met de sociale, economische, culturele en gezondheidskenmerken, alsook met de behoeften en middelen van de schoolbevolking van zijn werkgebied. Het wordt bovendien in overeenstemming gebracht met het inrichtingsproject en met de middelen die eigen zijn aan elke schoolinrichting van zijn werkgebied;

d) wordt meegedeeld aan de schooloverheden en aan de leden van de participatieraden.

Art. 37. Elk centrum stelt, voor een periode van drie jaar, een centrumproject op dat de voorziene activiteiten bepaalt.

Het centrumproject bepaalt :

1° de dienstperiode van drie jaar waarop het betrekking heeft;

2° de benaming en het adres van het centrum alsook, in voorkomend geval, van zijn verschillende vestigingsplaatsen;

3° de bediende schoolinrichtingen en de activiteitsdomeinen;

4° de prioritaire doelstellingen van het centrum alsook de activiteiten en middelen die worden aangewend om die te bereiken.

Het centrumproject wordt bepaald, onder de verantwoordelijkheid van de directeur, voor de door de Franse Gemeenschap georganiseerde centra, en van de inrichtende macht, voor de gesubsidieerde centra, in overleg met het geheel van het personeel. Het wordt ondertekend en gedateerd door de directeur van het centrum, voor de door de Franse Gemeenschap georganiseerde centra, en door de afgevaardigde van de inrichtende macht, voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde centra.

Art. 38. § 1. Voor de door de Franse Gemeenschap georganiseerde centra, wordt het centrumproject aan de Minister ter goedkeuring voorgelegd.

De Regering bepaalt de nadere regels volgens welke die goedkeuring wordt verleend.

§ 2. Voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde centra, wordt het centrumproject door de inrichtende macht voor 1 september van het eerste jaar van de betrokken dienstperiode goedgekeurd.

Art. 39. De inspectiedienst mag het centrumproject raadplegen.

TITEL IV. — *Activiteitenverslag en sturing van het centrum*

Art. 40. Het activiteitenverslag heeft twee doeleinden :

— Voor de directeur van het centrum : de overeenstemming nakijken tussen de beoogde doelstellingen en de middelen die in het centrumproject worden aangewend, en, in voorkomend geval, de nodige aanpassingen treffen;

— voor de diensten van de Regering : instaan voor de sturing van de psycho-medisch-sociale centra en daarbij de overeenstemming nakijken tussen de activiteiten die in de centra worden ontwikkeld en de opdrachten die aan deze worden toegewezen.

Art. 41. § 1. Over de uitvoering van het project van een psycho-medisch-sociaal centrum wordt om de drie jaar een activiteitenverslag opgemaakt onder de verantwoordelijkheid van de directie van het centrum, voor de door de Franse Gemeenschap georganiseerde centra, en van de inrichtende macht, voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde centra.

§ 2. Dat verslag bepaalt inzonderheid de nadere regels voor de uitvoering van het geheel van de activiteiten die in het centrumproject worden vermeld. Het geeft een objectief beeld van de waarnemingen en van de eventuele aanpassingen van het centrumproject, onder meer, door middel van kwantificeerbare gegevens.

§ 3. Het activiteitenverslag, dat wordt gedateerd en ondertekend door de directeur van het centrum, voor de door de Franse Gemeenschap georganiseerde centra, en door de inrichtende macht, voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde centra, wordt aan het Algemeen Bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek vóór 1 oktober volgend op het eerste jaar van de betrokken dienstperiode overgezonden.

§ 4. De Regering bepaalt de vorm en de nadere regels voor de overzending van dat activiteitenverslag.

TITEL V. — *Wijzigings-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 42. In afwijking van de bepalingen van de wet van 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 467 van 1 oktober 1986 en bij de decreten van 15 november 2001, 31 januari 2002 en 3 maart 2004, zal de Franse Gemeenschap geen nieuw psycho-medisch-sociaal centrum of geen psycho-medisch-sociaal centrum voor het gespecialiseerd onderwijs vanaf 1 september 2007 tot het einde van het schooljaar 2007 - 2008 organiseren en subsidiëren.

Als nieuw wordt beschouwd, elk psycho-medisch-sociaal centrum en elk psycho-medisch-sociaal centrum voor het gespecialiseerd onderwijs, waarvan de oprichting niet op 1 september 2006 werd toegelaten.

De nieuwe psycho-medische-sociale centra en psycho-medisch-sociale centra voor het gesubsidieerd onderwijs die in overtreding van deze bepaling tussen 1 september 2007 en 30 juni 2008 geopend zouden worden door een andere inrichtende macht dan de Franse Gemeenschap, zullen niet in aanmerking kunnen komen voor subsidies.

Art. 43. De artikelen 3, 4 en 5 van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van psycho-medisch-sociale centra worden opgeheven, met uitzondering van artikel 3, § 1, 3 en § 2, eerste lid.

Art. 44. In hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

— In artikel 6 § 2 eerste lid worden de woorden "in de artikelen 3 en 4" vervangen door "in artikel 8 van het decreet betreffende de opdrachten, programma's en activiteitenverslagen van de psycho-medisch-sociale centra";

— In artikel 6 § 2, tweede lid, worden de woorden "artikel 3, § 1 en artikel 4" vervangen door "artikel 8 van het decreet betreffende de opdrachten, programma's en activiteitenverslagen van de psycho-medisch-sociale centra";

— In artikel 14, worden de woorden "in de artikelen 3 en 4" vervangen door de woorden "in artikel 3 van het decreet betreffende de opdrachten, programma's en activiteitenverslagen van de psycho-medisch-sociale centra";

— In artikel 16, worden de woorden "bedoeld in artikel 3" vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 3 van het decreet betreffende de opdrachten, programma's en activiteitenverslagen van de psycho-medisch-sociale centra";

— In artikel 16, worden de woorden "in de artikelen 3 en 4" vervangen door de woorden "in de artikelen 3 en 4" vervangen door de woorden "in artikel 6 van het decreet betreffende de opdrachten, programma's en activiteitenverslagen van de psycho-medisch-sociale centra";

— In artikel 17, worden de woorden "in de artikelen 3 en 4" vervangen door de woorden "in artikel 3 van het decreet betreffende de opdrachten, programma's en activiteitenverslagen van de psycho-medisch-sociale centra";

Art. 45. Artikel 34 van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, van de psycho-medisch-sociale centra voor het gespecialiseerd onderwijs van de Franse Gemeenschap, en van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra en de psycho-medisch-sociale centra voor het gespecialiseerd onderwijs, wordt aangevuld met het volgende lid :

"Voor de berekening van de duur van de verrichte stage, worden enkel in aanmerking genomen, de diensten die werkelijk werden gepresteerd gedurende de duur van de stage, met inbegrip van het jaarlijks vakantieverlof, de verloven bepaald in de artikelen 4, 5 en 6 van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten, alsook van de verloven met het oog op adoptie en pleegvoogdij en de moederschapsrust, respectievelijk bedoeld in de hoofdstukken III en XV van hetzelfde koninklijk besluit van 19 mei 1981."

Art. 46. Het ministerieel besluit van 20 november 1981 tot vaststelling van het jaarprogramma van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de vorm van het activiteitenprogramma van de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra wordt opgeheven.

Art. 47. Het ministerieel besluit van 7 mei 1982 tot bepaling van de vereisten waaraan de agenda moet beantwoorden alsook van de wijze waarop de uitvoering van het jaarprogramma van de psycho-medisch-sociale centra moet geregistreerd worden, wordt opgeheven.

Art. 48. Het besluit van de Regering van 19 mei 1982 tot vaststelling van het gemeenschappelijk basisprogramma van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra wordt opgeheven.

Art. 49. In artikel 3 van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra, worden de volgende leden ingevoegd tussen de derde en vierde leden :

"In afwijking van het vorige lid en volgens dezelfde nadere regels als deze die bedoeld zijn in het eerste lid, wijzigt de inrichtende macht, in de periode van drie dienstjaren zoals bedoeld in het vorige lid, de opvolging van de ambten bepaald overeenkomstig de vorige leden :

1° bij de definitieve ambtsneerlegging van een psycho-pedagogisch werker die de toepassing van de overgangsmaatregelen bedoeld in de artikelen 121 tot 123 heeft genoten;

2° wanneer de inrichtende macht de vrijstelling geniet bedoeld in artikel 3, § 2, vierde of vijfde lid of in artikel 4, § 2, vierde of vijfde lid van de voormelde wet van 1 april 1960.

In de hypothesen bedoeld in het vorige lid, wordt de wijziging verricht, naar gelang van het geval, binnen de bijkomende groep van drie leden van het personeel waaronder de betrokken psycho-pedagogische werker ressorteerde of van de bijkomende groep van drie leden van het personeel waarvoor de vrijstelling is verleend."

Art. 50. In artikel 7 van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra, worden de volgende leden ingevoegd tussen de vierde en vijfde leden :

"In afwijking van het vorige lid en volgens dezelfde nadere regels als deze die bedoeld zijn in het eerste lid, wijzigt de inrichtende macht, in de periode van drie dienstjaren zoals bedoeld in het vorige lid, de opvolging van de ambten bepaald overeenkomstig de vorige leden :

1° bij de definitieve ambtsneerlegging van een psycho-pedagogisch werker die de toepassing van de overgangsmaatregelen bedoeld in de artikelen 121 tot 123 heeft genoten;

2° wanneer de inrichtende macht de vrijstelling geniet bedoeld in artikel 3, § 2, vierde of vijfde lid of in artikel 4, § 2, vierde of vijfde lid van de voormelde wet van 1 april 1960.

In de hypothesen bedoeld in het vorige lid, wordt de wijziging verricht, naar gelang van het geval, binnen de bijkomende groep van drie leden van het personeel waaronder de betrokken psycho-pedagogische werker ressorteerde of van de bijkomende groep van drie leden van het personeel waarvoor de vrijstelling is verleend."

Art. 51. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2006, met uitzondering van de artikelen 50 en 51, die op 1 december 2005 in werking treden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 juli 2006.

De Minister-Presidente van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek
en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
Cl. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

Nota

Zitting 2005-2006.

Stukken van de Raad. Ontwerp van decreet, nr. 277-1.

Verslag, nr. 277-2.

Integraal verslag. Bespreking en aanneming. Vergadering van dinsdag 12 juli 2006.